

POUR UNE EUROPE AMBITIEUSE

Jean-Claude Juncker | *Président de la Commission européenne*

Cette Tribune retranscrit le discours prononcé par Jean-Claude Juncker lors du [débat](#) avec Manuel Valls, organisé à l'occasion des [20 ans](#) de la création de l'Institut Jacques Delors sous le nom « Notre Europe » au CNAM à Paris, le 7 octobre 2016. Vous pouvez retrouver la [vidéo](#) de ce discours sur notre chaîne YouTube ainsi que les [photos](#) de l'événement sur notre compte Flickr.

Introduction

Monsieur le Premier ministre, cher Manuel,
Monsieur le président de l'Institut, cher Enrico,
Monsieur l'administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers,

Je voudrais tout d'abord remercier Enrico de m'avoir invité. S'il ne l'avait pas fait, je serais venu tout de même, imposant ma présence dans cette salle, parce que - personne ne s'en souvient - je suis un membre fondateur de la Fondation Delors, qui d'ailleurs fut appuyée par le budget luxembourgeois jusqu'au jour où j'ai quitté mon pays, le gouvernement actuel renonçant à ce que sans doute il a considéré être une action caritative alors qu'il s'agit d'encourager ceux qui pensent et qui agissent.

J'aurais été triste de ne pas être invité tellement grande est mon admiration pour Jacques Delors, qui est mon ami, qui est mon illustre prédécesseur à la tête de la Commission européenne et qui est aussi mon mentor, parce que je lui dois beaucoup.

Jeune ministre, il m'a pris par la main, en essayant de me faire sentir l'Europe, en essayant de mieux me faire comprendre ce qu'il était en train de faire et ce qu'il voulait. Il y a entre Jacques Delors et moi-même un différend qui reste. Au début des années '90, il avait essayé de convaincre son futur successeur Jacques Santer et mon Premier ministre de l'époque de m'engager comme Vice-président de la Commission chargé

des questions sociales. Je n'ai pas donné suite à son invitation et il reste comme un petit regret - un grand regret pour moi, un petit regret pour Jacques Delors.

1. L'Europe de Jacques Delors

Au moment où nous fêtons le 20ème anniversaire de l'Institut, il faut se demander où en serait l'Europe sans Jacques Delors. Nous savons où elle était avant, nous savons que nous lui devons beaucoup. Sans Jacques Delors, il n'y aurait pas le marché intérieur, le marché unique, le « grand marché » comme il aimait dire, le plus grand marché intérieur au monde, 500 millions de consommateurs et aussi de citoyens.

Sans Jacques Delors, il n'y aurait pas la monnaie unique qui nous protège et qui nous a protégés au pire moment de la crise économique et financière. Il faut s'imaginer un seul instant que si nous n'avions pas eu la monnaie unique au début et au milieu de la crise économique et financière qui nous est venue d'ailleurs, et que nous ayons toujours été enfermés dans le système monétaire européen, cette crise aurait très rapidement conduit à une guerre monétaire en Europe : la France contre l'Allemagne et l'Allemagne contre l'Italie et l'Italie contre l'Espagne. Moi, j'ai vécu cette période où nous étions enfermés dans le système monétaire européen, où chaque troisième dimanche les ministres des Finances devaient se déplacer à Bruxelles pour procéder à des réalignements, pour revoir de fond en comble les réalités économiques qui faisaient que du soir au matin les productions dans un pays devenaient



trop chères et les autres productions profitant de dévaluations compétitives, c'est-à-dire de dévaluations contre les autres, allaient mieux. A tout cela fut mis un terme grâce à la création de la monnaie unique qui doit en fait sa création à Jacques Delors, puisqu'il a présidé en '88 le groupe Delors qui a présidé un comité fait notamment de gouverneurs et il a convaincu cette troupe difficile de la nécessité et de la justification de la monnaie unique. D'ailleurs je me rappelle, puisqu'on parle beaucoup de Brexit, que c'est en fait un ministre des Finances britannique qui a sauvé l'euro, parce que, réunis à Bruxelles le lendemain de la mort du Roi Baudouin, pour réaligner les différentes monnaies - et je le dis parce que personne n'en parle : l'Allemagne et les Pays-Bas voulaient quitter le système monétaire européen et moi Luxembourgeois, petit ministre des Finances, j'étais dans l'embarras parce que les données fondamentales luxembourgeoises étaient bien meilleures que celles de l'Allemagne et des Pays-Bas mais nous ne pouvions pas vraiment quitter le système monétaire européen parce que nous n'avions pas de monnaie, puisque nous avions le franc belge. Si le Luxembourg avait quitté avec les Allemands et les Néerlandais le système monétaire européen, le franc belge se serait retrouvé à moins 30-40 % le lendemain. Alors Kenneth Clarke, qui fut le Chancelier de l'échiquier, a pris la parole et a dit : « Le Royaume-Uni a un *opt-out* et nous n'adopterons pas la monnaie unique, mais nous l'adopterons un jour, et je voudrais que mes petits-enfants puissent payer en euro », qui ne s'appelait pas encore comme ça, « mais si vous laissez les Allemands et les Néerlandais quitter le système monétaire européen pour vous mettre sous commandement français, vous n'aurez jamais la monnaie unique et comme je veux que mes petits-enfants disposent de la monnaie unique, vous n'avez pas le droit de faire ce que vous êtes en train de concocter ».

Marché intérieur, monnaie unique, dialogue social. Le dialogue social de Val-Duchesse, qu'avec énergie et talent et avec beaucoup de doigté, Jacques Delors a lancé lorsqu'il fut à la tête de la Commission. C'est d'ailleurs à cause de ses performances et pour ses performances que je me suis permis de revendiquer la paternité de Jacques Delors sur tout ce que j'avais l'intention de faire à la tête de la Commission, puisque dans mon discours d'investiture devant le Parlement européen, j'ai mentionné deux noms : Helmut Kohl et Jacques Delors. N'est pas Kohl et n'est pas Delors qui veut. Mais ceux qui les ont connus et qui se sentent inspirés jusqu'à ce jour par ces deux grandes figures européennes, ont le droit de revendiquer, je n'ose pas dire l'héritage, mais l'inspiration de ces deux hommes.

2. Les États-Unis d'Europe?

Maintenant nous sommes aux prises avec d'énormes difficultés. Il y a quelques semaines je disais devant le Parlement européen que l'Europe était par endroits en crise existentielle. La plupart des journaux ayant omis de dire "pour partie". Je n'ai pas dit l'Europe est en crise existentielle, j'ai dit "pour partie elle est en crise existentielle".

Je crois que le moment est venu, il y a longtemps que ce moment était venu où nous devons tirer au clair un certain nombre de choses. Très souvent, ceux qui nous observent, ne comprennent pas ce que nous faisons. La raison en est -il y a de nombreuses raisons à cela - qu'il y a une mésentente de fond. Je crois que nous devons cesser de parler des États-Unis d'Europe. Je l'ai fait tant que j'étais très jeune, à l'âge de 17-18 ans et à un certain moment, je me suis dit qu'on ne peut plus induire en erreur les citoyens européens parce que nous n'aurons jamais les États-Unis d'Europe, parce que les peuples d'Europe ne le veulent pas. Les peuples d'Europe ont besoin de proximité immédiate, ils aiment leurs terroirs, leurs paysages, leurs traditions ; ils aiment une Europe faite de diversités et donc plus riche que d'autres ensembles. Et donner l'impression que l'Union européenne serait en voie d'étatisation ne mène nulle part, parce que ceux qui habitent l'Europe respectent aussi, non pas l'identité nationale, c'est devenu un terme connoté, mais la réalité nationale. L'Europe ne peut pas se construire contre la volonté des nations. Les nations ne sont pas une invention provisoire de l'histoire. Les nations sont faites pour durer et l'Union européenne les complète là où, de par leurs propres moyens, les nations et les États sont condamnés à l'immobilisme, notamment à l'immobilisme sur la scène internationale.

3. Une Europe ambitieuse et modeste

Et par conséquent, j'ai trouvé bon de lancer un *Leitmotiv* caractérisant l'action de la Commission que j'ai l'honneur de présider : il faut que l'Europe soit grande et ambitieuse sur les grands enjeux de notre temps et sois modeste, d'une grande retenue, timide lorsqu'il s'agit de petites choses. L'Union européenne et donc la Commission n'a pas le droit d'interférer dans tous les domaines de la vie quotidienne des citoyens, qui ne savent pas qui a décidé quoi, mais doit se concentrer, comme je le disais, sur les grands enjeux. Et les grands enjeux sont suffisamment nombreux pour que nous n'ayons pas à nous occuper des problèmes marginaux qui peuvent exister.



3.1. Croissance et investissement

Nous sommes toujours les victimes d'une croissance molle en Europe et nous sommes toujours victimes des conséquences qui découlent de la panne des investissements que nous avons dû subir au cours de la dernière décennie et demie. Encore aujourd'hui le niveau des investissements en Europe est de 15 % inférieur à ce qu'il fut pendant l'année d'avant-crise 2007. Raison pour laquelle la Commission a lancé le Plan d'investissement pour l'Europe, qui fonctionne. Au début, on l'a appelé le Plan Juncker, parce qu'on était convaincu que ce serait un échec. Maintenant ça fonctionne et ça s'appelle dorénavant le Fonds européen pour les investissements stratégiques. C'est toujours le même et il fonctionne, parce que nous allons mobiliser sur trois années 315 milliards d'investissements en alignant une somme à vrai dire réduite de dépenses publiques et en faisant appel au secteur privé pour que lui prenne en charge les devoirs d'investissement. Nous avons confié ce devoir pour les principes directeurs et pour leur application à la Banque européenne d'investissement, parce qu'un banquier est mieux à même d'apprécier rendement et valeur d'un investissement que la Commission pourrait le faire. Jusqu'à ce jour, nous avons mobilisé quelques 130 milliards en termes d'investissement, beaucoup de projets d'infrastructures, 300 000 petites et moyennes entreprises bénéficient d'un accès plus direct et plus souple au crédit et la France est le premier pays bénéficiaire du plan qui portait à l'époque mon nom. Et nous venons de décider en le proposant de doubler la mise, de porter à 630 milliards les investissements mobilisables et en exprimant l'intention de mobiliser 500 milliards d'investissement d'ici 2020. Je crois que c'est la bonne démarche. Encore voudrais-je que lors d'une évaluation des premiers résultats du plan, nous essayons de reconcentrer l'action entreprise sur tous les pays, surtout les pays en retard économique. Ce sont les quinze pays les plus riches et les quinze économies les plus développées qui bénéficient davantage du plan que

les économies de plus faibles structures ; il faudra que nous changions cela.

3.2. Les valeurs européennes

L'Europe est d'abord une affaire de valeurs. Je ne vais pas m'étendre sur toutes les valeurs européennes qui sont nombreuses mais quelques-unes sont essentielles. Il faudra que l'Europe recommence à respecter à tout endroit l'État de droit. L'Union européenne est fondée sur le droit. Voir qu'aujourd'hui certains États membres se distinguent par le fait qu'ils ne respectent plus la norme européenne m'attriste beaucoup. En matière de migration, la Commission a proposé un plan, « *Resettlement, relocation* », comme on dit en français ; le Conseil des ministres l'a adopté à la majorité qualifiée. Certains États membres ne l'appliquent pas. C'est le début de la fin. Si la règle fixée, démocratiquement élaborée, n'est plus respectée par les États membres qui en fait sont les destinataires et par la suite les acteurs de la mise en application de la règle fixée d'après les principes du Traité, nous ne saurons plus agir. Si à chaque fois qu'un État membre n'est pas d'accord avec une décision, il organise un référendum pour dire le contraire de ce que le droit a dit ou pour dire le contraire de ce que le droit pourrait dire, le surlendemain, nous n'arriverons pas à gérer et à gouverner l'Union européenne de la meilleure façon possible.

4. L'Europe des réalisations concrètes

4.1. La modernisation de l'économie européenne

Je n'exclus pas la nécessité qu'il y a de recourir à la consultation référendaire sur des traités constitutionnels et autres, mais sur des décisions précises et des détails, faire de même me paraît être une voie très, très dangereuse. Je crois que pendant les 12 mois à venir nous devons prendre un certain nombre de décisions très importantes ; c'est le dernier moment où on peut vraiment faire en sorte que l'Europe redémarre.

Je l'ai dit, dans un contexte plus large, que nous devons moderniser notre économie. J'attache beaucoup d'importance au marché intérieur numérique. La Commission a fait une trentaine de propositions que je voudrais que le Conseil et que le Parlement adoptent d'ici l'été, au plus tard d'ici l'automne, de l'année 2017. Le numérique, c'est la grande affaire, et si on prend congé par rapport à cette ambition qui est l'ambition de toutes les parties de la planète nous serons perdants. Si nous réalisons tout ce que nous avons prévu dans le cadre de l'Europe numérique, voilà que nous sommes à même de générer une valeur ajoutée de 450 milliards par année et la création de 3,6 millions d'emplois.

4.2. L'Union de l'Énergie

La même remarque vaut à l'endroit de ce qu'il est convenu d'appeler l'Union de l'énergie. Si nous réalisons les propositions de la Commission dans leur intégralité, voilà que les consommateurs européens feraient l'économie de 40 milliards d'euros par année. Donc, le numérique, l'énergie, le Plan d'investissement, tout cela donne du sens et fait du sens lorsqu'on n'oublie pas que les politiques orientées résolument vers la croissance et l'emploi doivent s'insérer dans ce triangle vertueux qui consiste à assainir nos finances publiques - il n'y a pas d'autre option -, à réaliser les réformes structurelles qu'il faut, et donc complétant ce duo par cette troisième dimension des investissements qui servent l'emploi, et donc les jeunes et donc l'avenir de notre continent.

4.3. L'Europe de la défense

La même remarque vaut pour l'Europe de la défense dont je ne suis pas un spécialiste, parce que l'armée luxembourgeoise rarement dans son histoire a pesé sur le devenir des choses d'une façon décisive, bien que l'ambition y était. L'armée luxembourgeoise c'est 771 soldats - ministre de la Défense inclus - donc c'est assez gérable. Mais nous devons faire l'Europe de la défense. On ne peut pas laisser - et je le dis ici et je l'ai dit dans toutes les villes européennes - on ne peut pas laisser à la seule France le devoir de sauver l'honneur de l'Europe. Si la France n'avait pas été présente au Mali et ailleurs, l'Europe n'aurait pas existé. Et si l'Europe a existé, ce ne fut que grâce à la France. Et donc il faut rendre plus collectif cet effort de défense de l'Europe, raison pour laquelle j'ai proposé la mise en place de quartiers généraux à Bruxelles comme premier pas. Nous parlons là d'économies réelles. L'absence de mise en commun des marchés publics en matière de défense a un coût en termes de pertes

pour les trésors nationaux jusqu'à 100 milliards. Nous dépensons 100 milliards de trop parce que nous n'arrivons pas à conjuguer nos efforts en matière de fourniture du matériel militaire, donc il y a de l'argent à gagner. Il y a une dose d'efficacité supplémentaire à donner aux efforts de défense de l'Union européenne ; et donc il faudra le faire.

Le terrorisme ne connaît pas de frontières, donc il faut que l'Europe agisse. Je l'ai dit devant un brillant ancien ministre de l'Intérieur. Là encore, la Commission a fait toutes les propositions et certaines ont été réalisées, comme par exemple le registre européen des données des passagers, registre sur la mise en place duquel le gouvernement français n'a cessé de nous rappeler. Nous avons renforcé la législation européenne en matière de financement du terrorisme. Nous avons changé la législation européenne sur les détentions d'armes à feu et d'explosifs. Cinq jours après les attentats de Paris, la Commission a proposé la réforme de la législation sur le commerce des armes. Le Conseil, lui, a mis 8 mois pour adopter ce qui à l'époque nous fut décrit comme étant d'une urgence absolue, et la faute n'en revient pas à la France. Donc il faudra que toutes les propositions que la Commission a formulées en matière de sécurité trouvent leur entrée le plus rapidement possible dans le Journal officiel de l'Union européenne. Et je suis convaincu que nous ferons d'énormes progrès en la matière si nous arrivons à mieux faire coopérer les services secrets et les services de police. Des progrès ont été faits, comme par exemple le mandat d'arrêt européen. Il a fallu quelques jours pour que la Belgique extradé vers la France un des responsables des attentats de Paris, alors qu'auparavant il fallait dix années pour qu'un terroriste ayant trouvé refuge au Royaume-Uni soit extradé vers la France - dix jours maintenant, dix années auparavant ; il faut poursuivre cet effort.

4.4. L'Europe sociale

Et puis, oui, il y a la dimension sociale du marché intérieur, qui a l'air pauvre, qui n'existe pas vraiment ; qui existe, oui, parce que nous avons des directives sur la sécurité et la santé au travail - c'est les directives Delors, de Vasso Papandreou et d'autres - au moment de la mise en place du marché intérieur. Mais d'autres choses doivent être faites, nous devons écouter les peuples qui malheureusement ne disent pas partout la même chose. Mais nous avons proposé aux législateurs une révision de la directive sur le détachement des travailleurs, parce que je crois qu'un principe doit entrer dans toutes nos législations sociales : un même salaire

pour un même travail au même endroit. Et je voudrais donc que le Conseil adopte, tout comme le Parlement, assez rapidement la réforme de la directive sur le détachement des travailleurs, sans se laisser enduire en erreur par les 11 Parlements nationaux qui nous ont montré le carton jaune en arguant du fait que le détachement en fait relève de la subsidiarité et non pas d'une action conjointe forte. Elle doit être forte et conjointe, parce que nous devons mettre un terme à ce dumping social qui dans la mouvance du marché intérieur est venu fragiliser et précariser les relations de travail ; et par conséquent nous ferons ce qui doit être fait.

5. Le Brexit

Et puis il y a le Brexit. Nous n'allons pas négocier avant d'avoir reçu la lettre d'adieu du gouvernement britannique. Je suis content que mon ami Michel Barnier soit ici, que je me suis permis de charger d'être le négociateur en chef de la Commission pour ce qui est des négociations à venir avec le Royaume-Uni. Et sur ce point et sans entrer dans les détails et sans discuter de cette question « *hard* » ou « *soft* » - je ne sais pas ce que tout cela veut dire - il doit être évident que si le Royaume-Uni veut avoir un libre accès au marché intérieur, que toutes les règles et que toutes les libertés, qui entourent le marché intérieur, soient intégralement respectées. On ne peut pas être un pied dehors et un pied dedans, en écrasant du pied qui est dehors l'ensemble de ce qui a été mis en place. Sur ce point nous devons être, je le dis aujourd'hui, intransigeants. Je vois les manœuvres : le Royaume-Uni, son gouvernement, les milieux qui sont proches de lui, sont déjà en train d'expliquer aux industriels du continent que - oui - il faudra tout de même que les relations soient les plus paisibles possibles. Oui, qu'elles soient les plus amicales possibles, oui, mais il ne faudrait pas que des groupes entiers de l'industrie européenne s'engagent dans des pourparlers secrets dans des chambres noires, rideaux tirés, avec les envoyés du gouvernement britannique, pour venir d'ici une année voir Michel, la Commission, le Conseil, en leur expliquant : « mais voilà, on ne peut pas faire autrement, il faudra tout de même que nous commercions comme tel fut le cas auparavant avec le Royaume-Uni, et cette liberté de circulation des personnes est une très petite chose vue l'ampleur des avantages que nous pouvons tirer de nos relations commerciales avec le Royaume-Uni ». Si nous commençons à détricoter le marché intérieur en nous soumettant au libre arbitre et au bon vouloir d'un État qui a décidé de quitter, nous inaugurerons la fin de l'Europe, de ses principes directeurs et de tout ce qui fait la noblesse et finalement le succès de l'Europe.

6. Les relations extérieures de l'UE

Succès de l'Europe - il faut aussi faire en sorte que nous ne rations pas les opportunités que nous offre le commerce extérieur. Moi, je ne suis pas un adepte du traité transatlantique. Nous sommes en train de finaliser l'accord commercial avec le Canada, qui est un bon accord, le meilleur que nous n'ayons jamais conclu. Nous avons ou sommes en train de négocier plus de 140 accords commerciaux avec le reste de la planète. Cette fois-ci l'attention du grand public est braquée sur cette affaire du traité transatlantique avec les États-Unis.

L'Europe est en train de négocier, mais l'Europe ne va pas s'agenouiller devant les Américains ; nous n'allons pas jeter à tout vent les principes qui ont fait le succès de l'Europe. Mais je voudrais dire ici comme ailleurs qu'il ne faudrait pas que nous nous coupions du reste du monde.

Chaque milliard d'euros ajouté au volume de notre commerce extérieur, c'est-à-dire au volume de notre commerce avec les autres, nous permet de créer 14 000 emplois en Europe. Nous venons de fêter le 5ème anniversaire de l'accord commercial avec la Corée du Sud. Le chiffre, le volume du commerce extérieur avec la Corée du Sud, s'élève à 15 milliards. Par le seul accord commercial avec la Corée du Sud, nous avons su créer en Europe plus de 200 000 emplois. Donc il ne faut pas faire comme si les accords commerciaux seraient un cadeau offert aux multinationales et au grand capital, non ; les conséquences sociales, si cela est fait suivant les règles, sont évidentes.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques remarques furtives que je voulais faire, non sans avoir dit qu'il ne faudrait pas que les jeunes perdent espoir. Il faut voir l'Europe telle qu'elle est. C'est le continent le plus petit, alors qu'il se croit très grand. C'est un continent qui aujourd'hui représente 25 % du PIB global alors que déjà 80 % de cette valeur ajoutée globale trouve son origine en dehors des frontières de l'Union européenne. Ces 25 % vont se transformer en se corrigeant vers le bas dans les environs de 15 %. Et nous sommes en déclin démographique. En début du siècle dernier les Européens représentaient 25 % de la population mondiale ; à la fin de ce siècle, ce sera 4 % d'Européens sur 10 milliards d'êtres humains.

Celui qui commence à expliquer, surtout lorsqu'il croit le moment propice - des campagnes présidentielles et autres - que le moment est venu de nous recomposer en petites divisions nationales au lieu de conjuguer nos

efforts pour pouvoir exister dans le monde – exister pour l'Europe dans le monde veut dire défendre nos valeurs dans le monde, défendre la place de l'Europe, non pas contre les autres, mais en affirmant sa propre identité – se trompe lourdement. Il ne faut pas croire que l'Europe aurait ses meilleurs jours derrière elle.

Mais il ne faut pas perdre patience et énergie, cette énergie et cette patience dont on a besoin pour accomplir des grandes ambitions. Grande énergie pour un long trajet, voilà ce qu'il nous faut.



OUI, NOUS SOMMES EUROPÉENS!

Déclaration du Comité européen d'orientation 2016 de l'Institut Jacques Delors, Institut Jacques Delors, novembre 2016

LA VISION EUROPÉENNE DE LA FRANCE

François Hollande, Tribune, Institut Jacques Delors, novembre 2016

CONSTRUIRE L'AVENIR DE L'UE: L'EXIGENCE DE NOTRE GÉNÉRATION

Manuel Valls, Tribune, Institut Jacques Delors, novembre 2016

20 ANS D'EUROPE! FRANÇOIS HOLLANDE 06.10.2016

François Hollande, Vidéo, Institut Jacques Delors, octobre 2016

L'AVENIR POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE - JEAN-CLAUDE JUNCKER 7.10.16

Jean-Claude Juncker, Vidéo, Institut Jacques Delors, octobre 2016

L'AVENIR POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE - MANUEL VALLS 7.10.16

Manuel Valls, Vidéo, Institut Jacques Delors, octobre 2016

PLUS FORTS ENSEMBLE – MÊME À 27 !

Yves Bertoncini et Enrico Letta, Tribune, Le Mot, Institut Jacques Delors, septembre 2016

L'UE ET NOTRE SÉCURITÉ COLLECTIVE : PLUS FORTS ENSEMBLE

Jacques Delors, António Vitorino, Pascal Lamy, Enrico Letta et Yves Bertoncini, Tribune, Institut Jacques Delors, juin 2016

Sur les mêmes thèmes...

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors • © Photos: David Pauwels

